

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



49222

PROVISOIRE

E/CN.14/C.1/SR.14 (VI)  
21 février 1964

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième session  
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

COMITE I

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA QUATORZIEME SEANCE

tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba,  
le vendredi 21 février 1964, à 15 h.

Président : M. SAGBO (Dahomey)

Secrétaire : M. EWING

SOMMAIRE :

- Organisation des travaux
- Développement économique et planification ou projections (point 5 a) de l'ordre du jour) (E/CN.14/240)
- Agriculture (point c) de l'ordre du jour) (E/CN.14/242, 243, 272 et 278)

Les participants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur un exemplaire du compte rendu qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible à la Section de traduction, bureau 60. Au besoin, les rectifications pourront être envoyées par la poste après la session (Section de traduction, Commission économique pour l'Afrique, P.O.Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie); dans ce cas, elles devront parvenir le 30 avril 1964 au plus tard.

# NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



INVOI  
E/CN.14/1964 (VI)  
21 février 1964  
Original : français

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième session  
Addis-Abeba, 14 février - 3 mars 1964

## COMITE I

### COMITE I RENDU ANALYTIQUE DES PROPOSITIONS DE LA QUATRIEME SESSION

tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abeba,  
le vendredi 21 février 1964, à 15 h.

Président : M. SAÏDO (Soudan)

Secrétaire : M. ELIHO

#### SOMMAIRE :

- Organisation des travaux
- Développement économique et planification ou projections (point 5 a)  
de l'ordre du jour) (E/CN.14/240)
- Agriculture (point 6) de l'ordre du jour) (E/CN.14/241, 242 et 243)

Les participants qui désirent apporter des modifications au présent  
compte rendu doivent le faire avant la fin de la séance. Les  
modifications doivent être envoyées à la Commission économique pour l'Afrique, P.O. Box 3901, Addis-Abeba, Ethiopie.  
Dans ce cas, elles doivent parvenir le 30 avril 1964 au plus tard.



## ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT propose au Comité d'adopter la même méthode de travail que l'année précédente : après avoir entendu un exposé du représentant de la Division compétente, les membres procéderont à un échange de vues sur les divers points de l'ordre du jour; un comité de rédaction établira, pour chaque point considéré, un rapport qui, lorsqu'il aura reçu l'approbation du Comité, sera présenté à la Commission plénière par le Président.

Il en est ainsi décidé.

M. MAZIK (Tunisie) propose d'élire un vice-président qui dirigerait les débats au cas où le Président serait obligé de s'absenter.

A l'unanimité, le représentant de la Tunisie est désigné Vice-Président.

Le PRESIDENT propose de constituer le comité de rédaction comme suit : Président, Tunisie; membres : Algérie, Cameroun, Dahomey, Ghana, Kenya, Mali, Nigéria, Sénégal et Soudan.

Il en est ainsi décidé.

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PLANIFICATION OU PROJECTIONS (point 5 a) de l'ordre du jour) (E/CN.14/240)

M. PATEL (Secrétariat), chef de la Section de la planification, indique que l'action de la CEA dans le domaine de la planification revêt trois formes : elle aide certains Etats à jeter les bases de leur planification (Congo-Léopoldville); elle fournit avis et conseils sur les plans existants ou en gestation (Ghana, Mauritanie); enfin, elle s'efforce de favoriser la mise au point d'une stratégie du développement adaptée aux conditions particulières de l'Afrique. Si l'on considère que, d'une manière générale, les problèmes qui se posent aux Etats africains présentent des similitudes fondamentales, l'on comprend tout l'intérêt que présente un échange de renseignements et de données d'expériences dans le domaine de la planification. Actuellement, il existe en Afrique dix-huit plans de développement, mais la plupart n'en sont encore qu'au tout premier stade

de leur exécution. Jusqu'ici, le secrétariat s'est surtout attaché à centraliser les informations disponibles à leur sujet; il procédera ensuite à un travail d'évaluation au niveau régional aussi bien qu'au niveau sous-régional et préparera une étude analytique qu'il espère présenter à la Commission à sa prochaine session.

Les activités de la Section de la planification s'exercent également dans le domaine démographique. Le secrétariat vient de terminer une étude analytique qu'il a soumise, pour observations et complément d'information, à des spécialistes d'Afrique et de l'étranger et qui sera publiée aussitôt revue et complétée. Un centre de formation démographique doit être créé à Dakar sur le modèle de celui du Caire : des négociations à cet effet ont été amorcées avec les autorités sénégalaises, le Conseil de la Population et d'autres organisations intéressées. Enfin, les Etats membres peuvent toujours faire appel au concours des démographes attachés à la CEA en qualité de conseillers régionaux.

Si la planification économique est une tâche difficile, la planification sociale l'est bien davantage étant donné la pénurie de cadres et de personnel qualifié. C'est pourquoi la CEA se penche très attentivement sur la question de l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement. Pour l'instant, le secrétariat s'efforce de dégager les problèmes et d'analyser les politiques, mais il n'a pas tenté de formuler de doctrine quant à l'importance, la répartition et l'orientation des investissements à consacrer au secteur social. Il espère s'attaquer à cette tâche durant l'année en cours et il compte, pour l'organisation de ses travaux, s'appuyer sur les vues que les membres de la Commission voudront bien exposer à l'occasion de l'examen du rapport du groupe d'experts (E/CN.14/240).

M. TIEBILE (Mali) regrette que les auteurs du rapport que la Commission examine n'aient pas tenté d'esquisser une méthodologie de la planification et n'aient pas suffisamment fait ressortir l'importance qui s'attache à la planification globale, par opposition à la planification sectorielle ou indicative.



Pour que les pays d'Afrique puissent mieux se connaître et se comprendre, ils auraient intérêt à procéder à une étude comparative de leurs plans respectifs qui aiderait considérablement les techniciens nationaux à déterminer les lignes de force prioritaires. Il conviendrait donc de demander à la CEA, d'abord, de collationner les plans existants, d'en traduire le texte et de les tenir à la disposition des Etats Membres, puis, de comparer les diverses techniques de la planification pour en fixer les critères. Autrement dit, la CEA devrait examiner la question au fond, ce que le groupe d'experts n'a fait que superficiellement, faute de temps sans doute.

Pour le Mali, le problème primordial est celui de l'insuffisance des cadres et de la main-d'œuvre qualifiée : d'où l'importance de l'enseignement. Dans le domaine de la santé également, le groupe d'experts semble être parti surtout des critères classiques, alors que les problèmes doivent être envisagés sous un angle tout à fait nouveau.

Passant aux aspects administratifs de l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement, M. Tiebile observe que la question dépend de l'importance attribuée aux services chargés de la planification : là où la planification vise surtout à développer le secteur économique, l'organisme de planification est tout-puissant; au contraire, là où une certaine latitude est laissée aux autres secteurs, il ne saurait y avoir de planification intégrale, avec toute la cohérence qu'elle suppose. Dans chaque cas, l'analyse qu'il convient de faire devra tendre à déterminer dans quelle mesure l'échec ou le succès d'un plan peut être attribué à la structure du développement économique et à la place qu'occupe l'organisme de planification dans l'appareil politique ou étatique.

Il faudrait, d'autre part, recommander que des écoles de statistique soient créées dans les centres de formation démographique du Caire et de Dakar, car dans les pays d'Afrique, qui tendent de plus en plus vers un développement dirigé, l'élément statistique est appelé à jouer un rôle prépondérant.

Enfin, M. Tiebile émet le voeu que les groupes d'étude soient dorénavant organisés de telle façon que leurs travaux portent sur des sujets bien délimités pour qu'ils puissent approfondir leur sujet et non pas seulement l'effleurer faute de temps.

M. OCHS (UNESCO) rappelle que, dès 1961, lors de la réunion des Ministres de l'Education africains tenue à Addis-Abéba sous l'égide de l'UNESCO, il est apparu que le développement de l'éducation, considéré du double point de vue de l'expansion quantitative et de l'amélioration qualitative, ne pouvait résulter que d'une planification entreprise dans la perspective du développement économique général. Le plan d'Addis-Abéba a donc défini un certain nombre de directions dans lesquelles devaient s'orienter les efforts. Il s'agissait, notamment, d'adapter l'enseignement pour lui donner un contenu plus proche des réalités africaines, ainsi que de prévoir les coûts de financement en fonction du taux de croissance du revenu national et des dépenses publiques. Cette action sur le plan régional a encore été précisée lors de la réunion de Paris de 1962 et le sera à nouveau très prochainement au cours de la réunion d'Abidjan.

L'UNESCO s'efforce, d'autre part, de promouvoir la planification sur le plan national. Des groupes sont constitués dans les différents pays pour assurer le démarrage de la planification : ils comprennent un éducateur à compétence générale, un statisticien et un économiste de l'UNESCO, auxquels viennent parfois se joindre un spécialiste de l'éducation agricole de la FAO et un spécialiste des enquêtes sur la main-d'oeuvre du BIT. Ils procèdent à un inventaire de la situation et s'attachent à prévoir les besoins en matière de formation, ainsi que les priorités à établir tant à l'intérieur de la planification sectorielle de l'enseignement que dans le cadre du plan d'ensemble. En outre, l'Institut de Dakar comprend une petite section de planification gérée par l'UNESCO qui a pour mission de former des éléments nationaux aux techniques de la planification de l'enseignement et d'initier à ces techniques des responsables de la planification d'ensemble.



L'UNESCO, on le voit, ne préconise pas une expansion inconsidérée de l'enseignement. Au contraire, elle recommande une planification judicieuse de l'éducation qui permette de relier les dépenses aux disponibilités financières et d'assurer la meilleure utilisation de celles-ci.

M. MENSAH (Ghana) déclare que, pour assurer le succès des programmes de développement, il faut commencer par choisir le type d'investissement social le plus approprié afin de disposer par la suite du type de main-d'oeuvre le plus propre à les exécuter. L'investissement social a deux aspects : éducation et santé.

Le type d'éducation à mettre au premier plan est l'enseignement technique, jusqu'au niveau universitaire. Il est donc singulier de lire, dans le rapport du groupe d'experts (paragraphe 45), que les étudiants devraient financer leurs études sur la base d'un système de prêts. Dans la situation actuelle de l'Afrique, c'est une manière erronée d'aborder le problème : l'enseignement universitaire, surtout s'il est bien orienté, est un investissement productif, non un luxe.

Il faut aussi pratiquer une politique efficace de protection sanitaire, car l'état de santé des travailleurs a des répercussions sur la productivité, tout comme de bonnes conditions de logement ont leur influence sur la santé et la productivité.

La proportion des ressources affectées à la planification sociale dépendra de la contribution qu'elle peut apporter à la formation de la richesse nationale, laquelle doit être créée avant toutes dépenses relatives à des services sociaux de luxe comme parcs, terrains de jeux, allocations de chômage, etc. C'est pourquoi les pays en voie de développement doivent donner priorité à l'investissement social productif.

M. OKELO-ODONGO (Kenya), fait observer que, pour améliorer la situation des agriculteurs africains, il faut lier le développement social au développement économique.

Dans le domaine de l'éducation, le Gouvernement est convaincu qu'il faut d'abord résoudre les problèmes sur le plan quantitatif, le souci de la qualité pouvant intervenir plus tard. Il faut en outre former les spécialistes africains qui pourront assumer la responsabilité de l'enseignement.

M. BARLOW (Ouganda) estime que l'intégration des aspects économiques et sociaux est une question de degré, car, en fait, ils sont toujours intimement liés, même dans les économies non planifiées. Le processus de développement doit se faire par étapes; à la première étape, c'est aux aspects économiques qu'il faut accorder la plus grande importance afin de doter le pays des moyens de production dont il a besoin. A la deuxième étape, il s'agit de remédier à la pénurie de personnel, d'où la place à faire au développement social. Le problème qui se pose aux Etats est donc de déterminer l'importance qu'il convient d'accorder à tel ou tel moment à l'élément économique ou à l'élément social.

M. MANKOUBI (Togo) fait observer qu'en théorie le développement social devrait être financé par l'excédent budgétaire. Or, dans les pays sous-développés, on a constaté que, depuis l'indépendance, les dépenses



2  
sociales ont augmenté à un rythme plus rapide que la croissance économique, c'est-à-dire qu'elles se font au détriment du secteur directement productif. Le développement social de ces pays est financé en partie par les fonds nationaux, en partie par l'assistance extérieure. Cependant, celle-ci peut comporter des risques : par exemple, une école ou un hôpital sont construits avec des fonds étrangers, mais ensuite l'Etat intéressé n'a ni les ressources ni le personnel nécessaires pour en assurer le fonctionnement. Il serait intéressant de savoir si certains pays ont réussi à résoudre ce problème. La CEA pourrait faire une étude sur les incidences de l'aide extérieure sur le développement d'ensemble des pays africains.

M. NOAH (Sierra Leone) se félicite d'avoir entendu l'exposé du représentant de l'UNESCO, car, jusqu'alors, il avait craint que la CEA ne se préoccupe pas suffisamment de la planification de l'éducation. Néanmoins, la CEA devrait adopter une attitude plus positive à l'égard de l'éducation, aucun autre facteur n'étant capable autant qu'elle d'accroître la productivité.

On fait souvent une distinction entre éducation et formation. Certes, cette distinction existe, puisque l'OIT est chargée de la formation et l'UNESCO de l'éducation, mais elle n'est pas utile et elle peut susciter des conflits de compétence au niveau national. La CEA devrait donc s'attaquer à ce problème comme s'il s'agissait d'une seule et même question. Les Etats africains attendent d'elle qu'elle ne se contente pas de rassembler des informations, mais qu'elle dégage des lignes directrices pour le développement de l'éducation en Afrique.

M. RABEDAORO (Madagascar) rappelle qu'il ne suffit pas de donner aux jeunes une instruction : il faut les suivre après leur sortie de l'école, leur donner du travail et veiller surtout à ce qu'ils ne se découragent pas lorsqu'ils arrivent au seuil de leur vie d'adulte. Trop souvent, dans le développement, on néglige les facteurs psychologiques, alors que le devoir de tous est de s'attaquer à l'obscurantisme. Il faut d'abord extirper les croyances et préjugés millénaires et éveiller dans l'homme africain qui, jusqu'ici, n'a eu qu'une conscience familiale, une conscience interafricaine

ou même internationale. Pour cela, la CEA devrait élaborer une doctrine à partir d'observations provenant de tous les pays du monde, mais surtout des pays africains.

M. MWILU (Confédération internationale des syndicats libres), prenant la parole sur l'invitation du Président, regrette de constater que la question de la main-d'oeuvre est rarement traitée dans les documents de la CEA. Dans certains pays, et notamment dans les trois pays d'Afrique orientale, les moyens techniques et les capitaux ont augmenté dans des proportions considérables au cours de la dernière décennie, mais l'effectif de la main-d'oeuvre est resté stationnaire, conséquence inévitable de la mécanisation. Les gouvernements ont pour devoir de résorber la main-d'oeuvre inemployée. S'ils veulent que leurs plans de développement réussissent, ils doivent absolument tenir compte des exigences sociales.

M. SHOKEIR (République arabe unie) fait observer que, pour que la planification de l'éducation soit vraiment utile, il faut qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une planification à long terme. D'autre part, la planification de l'éducation doit tendre non seulement à assurer la formation d'un grand nombre de spécialistes, mais à préserver l'équilibre voulu entre les différentes catégories de spécialistes formés.

M. AMETHIER (Côte-d'Ivoire) estime qu'il serait utile de préciser la notion de planification intégrale. A son avis, il n'existe pas de planification globale, car, en tout état de cause, les plans ne peuvent être qu'indicatifs.

Au niveau des Etats, le premier problème qui se pose concerne le pourcentage des fonds publics à allouer au développement social. La Côte-d'Ivoire n'a pas de plan dirigiste, mais des perspectives décennales qui tracent les grandes lignes de son action. Celle-ci vise essentiellement à lutter contre les coutumes et les croyances primitives qui sont souvent des facteurs de désunion et freinent le développement, ainsi qu'à former le personnel qui fait défaut. En particulier, des mesures sont prises pour retenir la jeunesse dans les campagnes et, d'une manière générale, pour préparer les générations nouvelles à affronter les conditions de la vie moderne. Les Etats africains bénéficient, certes, de l'aide des institutions spécialisées, mais il n'en importe pas moins qu'ils consacrent chaque année une part importante de leurs recettes au secteur social.



M. CURTIS-DORE (Guinée) pense qu'en Afrique, où le développement dépend encore dans une grande mesure de l'éducation des masses, on ne saurait parler d'investissement "productif" et d'investissement "improductif", tout le secteur social pouvant être considéré comme rentable, au sens où le terme "rendement" est utilisé aux paragraphes 34 à 36 du rapport du groupe d'experts. L'on peut regretter que les experts n'aient pas abordé vraiment à fond le problème de l'enseignement. Il convient, en effet, d'étudier de plus près ce que l'on pourrait appeler "l'éducation sur le tas", qui partirait des structures existantes pour élever progressivement la productivité des masses. C'est ainsi qu'au lieu d'envoyer des ingénieurs dans les campagnes, on pourrait y déléguer des animateurs ruraux qui commenceraient, par exemple, par faire comprendre la supériorité de la traction animale sur le portage. Il y a là une forme d'investissement direct et rentable à très court terme.

D'autre part, il est indispensable de protéger les valeurs traditionnelles de l'Afrique : si l'Africain est soucieux de son avenir, il souhaite aussi retrouver les traces de sa propre civilisation. Cet aspect du problème ne semble pas avoir suffisamment retenu l'attention.

Enfin, la sécurité sociale doit être organisée et intensifiée, étendue des villes aux villages les plus reculés qui sont l'armature de la prospérité nationale. S'il faut, de toute évidence, former les cadres sans lesquels aucune action n'est possible, le gros de l'effort doit cependant porter sur les masses.

Pour M. ESSOME (Cameroun), l'homme est le centre et l'aboutissement de toute planification économique ou sociale, la planification n'étant qu'un des moyens dont on dispose pour assurer le plus rapidement possible et d'une manière coordonnée la satisfaction de ses besoins.

L'expérience de la planification en Afrique est toute récente et souffre encore des tâtonnements inévitables à toute institution nouvelle. Les méthodes ne sont pas fixées, bien qu'elles évoluent heureusement vers une plus large participation des populations à l'élaboration et l'exécution des plans. Le rôle de l'autorité politique dans la planification est important, car il lui appartient de fixer des objectifs conformes au cadre

social et institutionnel de la nation dont elle est responsable en dernière analyse. C'est l'autorité politique qui donne au planificateur les directives générales que celui-ci traduit dans la réalité économique. Déjà, trois ou quatre pays d'Afrique ont acquis une expérience intéressante dont les autres Etats pourraient s'inspirer. Le Cameroun, pour sa part, prépare son deuxième plan selon une méthode éprouvée, fondée sur l'utilisation des comptes nationaux qui permettent de déterminer l'équilibre voulu entre les différents secteurs. Il s'efforce, notamment, de susciter une plus juste distribution du revenu et s'attaque au problème épineux de la réforme agraire, qui se pose avec une acuité particulière en Afrique, en dépit de ses vastes espaces incultes, du fait que les groupements coutumiers et traditionnels s'en constituent les propriétaires.

Le développement de l'enseignement, sur lequel on a si justement mis l'accent au cours du présent débat, est une oeuvre de longue haleine. Les dépenses d'éducation constituent bien, en dépit des hésitations des spécialistes, un investissement à très longue échéance qui trouve sa place dans la planification à long terme.

La planification, ce mot presque magique en Afrique, n'a cependant pas encore un contenu très précis. L'Afrique manque de planificateurs et c'est souvent le statisticien qui joue ce rôle. On assiste de plus en plus à la création d'organismes spécialisés, mais leurs fonctionnaires ne sont pas toujours suffisamment avertis des exigences d'une discipline aussi nouvelle. Il faut qu'un dialogue s'institue entre eux et les statisticiens et que, conformément aux recommandations de la troisième Conférence des Statisticiens africains, ils s'instruisent mutuellement de leurs préoccupations propres.

Le PRESIDENT remercie le secrétariat du travail qu'il a accompli et qui a suscité un échange de vues dont il retient les points suivants. Le Comité souhaite que la CEA poursuive ses travaux dans le domaine de la planification, en mettant l'accent sur les méthodes qui permettent un développement global. Il attache beaucoup d'importance à un développement social équilibré, l'homme devant être le centre des préoccupations. Il souhaite voir créer une section de formation statistique aux centres du Caire et de Dakar. Il voudrait enfin que la CEA s'emploie à centraliser



et à diffuser tous les renseignements disponibles concernant les expériences entreprises par les Etats Membres en matière de planification.

AGRICULTURE (point 5 c) de l'ordre du jour) (E/CN.14/242, 243, 272 et 278)

M. ACOCK (secrétariat), chef de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, explique qu'étant donné le rôle important de l'agriculture dans le développement économique de l'Afrique, il est logique que la FAO et la CEA unissent leurs efforts et fassent exécuter leurs programmes par une division et un personnel mixtes. Si le programme de la présente séance ne comporte que deux points sur l'agriculture, l'ordre du jour de la session en compte six que M. Acock choisit de traiter ensemble. La Division mixte de l'agriculture vient de publier le document E/CN.14/272 sur les tendances du marché du bois en Afrique, qui a été précédé d'un rapport préliminaire (E/CN.14/242), et sera complété par une étude sur les pays de l'Afrique du Nord et du Sud; il ne doit pas être examiné par la sixième session, mais il sera envoyé aux divers gouvernements africains qui seront priés d'envoyer à la Division mixte des observations devant être incorporées dans un rapport final à publier avant la fin de 1964.

Le document E/CN.14/243 traite de la lutte antiacridienne et notamment de l'oeuvre entreprise depuis 1952 en Afrique de l'Est. Quant à l'Afrique du Nord, les travaux commenceront incessamment, une Conférence étant prévue pour mars 1964. Il serait souhaitable que s'établissent des relations étroites entre le Comité FAO pour la lutte contre le criquet pèlerin et l'Organisation commune de lutte antiacridienne, qui a son siège à Dakar.

Quant à la place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans de développement nationaux, la Division mixte n'a encore publié aucun document, l'harmonisation des plans agricoles étant plus compliquée que celle des plans industriels. En effet, l'agriculture est pratiquée en Afrique depuis des millénaires, alors que l'industrie en est encore à ses premiers pas. En outre, l'agriculture africaine entre, pour 60 pour 100, dans le secteur de subsistance, pour lequel il est très difficile

d'élaborer des plans. Il reste à savoir si l'harmonisation et la coordination des plans de développement agricole nationaux doit se faire sur le plan sous-régional ou sur le plan régional.

Ainsi que l'a exposé le Secrétaire exécutif dans son message d'introduction, un des principaux facteurs du développement est le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché et il faut veiller à ce que cette transition ne soit pas trop rapide, car il y a de nombreux problèmes à résoudre, notamment la diversification de l'agriculture, la stabilisation des prix des produits d'exportation, l'évaluation de la contribution de l'agriculture africaine au développement économique et social du continent, et l'irrigation. La Division mixte a déjà étudié ces différents problèmes et a notamment publié, dans le Volume IV du Bulletin économique, une étude sur les problèmes d'irrigation qui se posent en Afrique. Enfin, elle vient de publier un document sur la réforme agraire (E/CN.14/278). A ce propos, il convient de rappeler que le régime foncier et la politique agraire ne sont pas des objectifs en soi, mais qu'ils doivent refléter les objectifs du développement économique et social.

La séance est levée à 18h.10